

# NOTE

**Note n° /FRS/OBSUSA**  
du 7 novembre 2019

**Marché n° 2018 1050 118 198**  
**EJ court 180 005 17 10**  
notifié le 18 octobre 2018  
réunion de lancement : 14 novembre 2018  
**Bon de commande SPAC n° 1** du 8 avril 2019  
Référence CHORUS : 1404618822

## **Les Etats-Unis et le Golfe de Guinée : intérêts, posture, perspectives**

**NICOLE VILBOUX**

**FONDATION**  
*pour la* **RECHERCHE**  
**STRATÉGIQUE**



## SOMMAIRE

<b>LES ETATS-UNIS ET LE GOLFE DE GUINEE : INTERETS, POSTURE, PERSPECTIVES .....</b>	<b>2</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>2</b>
<b>1 – UNE REGION D’INTERET PERIPHERIQUE.....</b>	<b>3</b>
<b>1.1 – Des intérêts économiques restreints .....</b>	<b>3</b>
<b>1.2 – Des préoccupations de sécurité régionales dans un cadre de           compétition internationale.....</b>	<b>5</b>
1.2.1 La sécurité maritime est l’enjeu prioritaire. ....	6
1.2.2 La lutte contre l’extrémisme violent s’impose aussi dans la région .....	7
1.2.3 Un théâtre de la lutte d’influence avec les « rivaux stratégiques » .....	7
<b>2 UNE POSTURE MILITAIRE « LEGERE » SERVANT UNE STRATEGIE DE SOUTIEN AUX PARTENAIRES .....</b>	<b>9</b>
<b>2.1 – Les points d’appui militaires .....</b>	<b>9</b>
<b>2.2 – Une coopération de sécurité ciblée sur quelques pays et enjeux.....</b>	<b>11</b>
2.2.1 Le renforcement de la sécurité maritime .....	12
2.2.2 La lutte contre les organisations extrémistes violentes .....	13
<b>ANNEXE 1 – PERCEPTION DE LA « COMPETITION STRATEGIQUE » EN AFRIQUE.....</b>	<b>16</b>
<b>ANNEXE 2 - PRESENCE DES OPERATEURS MARITIMES CHINOIS.....</b>	<b>17</b>
<b>ANNEXE 3 – RELATIONS DIPLOMATIQUES ET COOPERATION DE SECURITE .....</b>	<b>18</b>
<b>NOTES .....</b>	<b>19</b>

## Les Etats-Unis et le Golfe de Guinée : intérêts, posture, perspectives

---

Pilote DGRIS :

Responsable FRS : Philippe Gros

### Introduction

Si l'Afrique sub-saharienne n'est pas une zone d'intérêt prioritaire pour les Etats-Unis (voir le Rapport 9 de l'Observatoire de mai 2017), les défis qu'elle présente doivent néanmoins être pris en compte dans une perspective de sécurité globale. Elle est ainsi considérée depuis les années 2000 comme un terrain particulièrement propice à l'implantation d'organisations « extrémistes violentes » et redevient plus récemment un théâtre la « compétition stratégique » avec la Chine et la Russie.

Pour répondre à ces défis, les Etats-Unis privilégient une stratégie indirecte, d'économie des forces, cherchant à soutenir des partenaires régionaux et internationaux (notamment la France) dans la poursuite d'intérêts communs. Les grands objectifs de Washington sur le continent sont :

- ➔ Le soutien à la croissance économique, au commerce et à l'investissement ;
- ➔ La progression de la paix et de la sécurité ;
- ➔ Et, avec plus ou moins d'insistance selon les Administrations, le renforcement des institutions démocratiques locales.

La formulation la plus récente d'une stratégie pour l'Afrique, en décembre 2018, réaffirme l'importance de « *promouvoir les échanges et les liens commerciaux* » et de poursuivre la lutte contre « *le terrorisme islamiste radical* », ainsi que les efforts de résolution des conflits armés. Mais le troisième « intérêt fondamental » cité par John Bolton est de veiller à ce que « *les dollars [payés par le] contribuable pour l'aide soient utilisés de façon rentable et efficace* » (« *efficiently and effectively* »)<sup>1</sup>.

Cet impératif conditionne une révision de la stratégie d'aide, qui doit désormais se concentrer sur « *les pays clefs et des objectifs particuliers* », dans la mesure où ils correspondent aux intérêts américains et contribuent à rendre les partenaires plus « *autonomes* » (« *toward self-reliance* »). Cette approche sélective s'applique à l'assistance de sécurité et justifie aussi une révision à la baisse de la posture militaire continentale, comme l'a annoncé en novembre 2018 le général Waldhauser, commandant de l'*Africa Command* (AFRICOM)<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Le général Thomas Waldhauser a été remplacé en juillet 2019 par le général Stephen Townsend.

Ces évolutions se répercutent aussi sur le Golfe de Guinée. La région élargie<sup>ii</sup> s'étend sur plus de 6.000 km de côtes, du Sénégal à l'Angola et couvre 13 pays avec lesquels Washington entretient des relations diplomatiques généralement bonnes, et pour certains, de forts liens historiques (Libéria et Sierra Leone). Pour autant, elle constitue un ensemble géostratégique particulier essentiellement du point de vue des enjeux maritimes et se trouve plus souvent intégrée aux problématiques de la zone d'Afrique de l'Ouest (qui inclut aussi la Mauritanie, le Burkina Faso, le Mali et le Niger). L'attention qu'elle a suscitée au début des années 2000<sup>2</sup>, pour des raisons économiques d'une part et humanitaires d'autre part (liées aux guerres civiles puis à l'épidémie d'Ebola) est aujourd'hui largement retombée, sans remettre en cause le dispositif militaire et les coopérations de sécurité existants.

## 1 – Une région d'intérêt périphérique

Lors la présentation annuelle de la posture d'AFRICOM en février 2019, le général Waldhauser évoque le Golfe de Guinée comme une région stratégique pour les échanges maritimes et rappelle que « *près de 75.000 citoyens américains* » y sont installés<sup>3</sup>. A ces deux intérêts spécifiques, s'ajoutent les implications d'enjeux de sécurité qui dépassent largement la région.

### 1.1 – Des intérêts économiques restreints

En termes économiques, deux types d'intérêts orientent la politique américaine en Afrique :

- ➔ La volonté de sécuriser l'accès à des ressources importantes : matières premières et hydrocarbures ;
- ➔ La recherche d'une plus grande ouverture des économies africaines aux investissements et aux produits américains.

Pourtant, les ressources de l'Afrique ont rarement une place majeure dans les approvisionnements américains. Quant aux relations commerciales, elles restent « sous-développées » par rapport aux attentes, en dépit des programmes successifs visant à encourager les échanges (tels que l'AGOA de 2005) et les investissements, comme *Trade Africa Initiative* ou *Power Africa*, et plus récemment le programme *Prosper Africa* de l'Administration Trump.

La région du Golfe de Guinée présente des caractéristiques plutôt favorables aux relations commerciales : des pays relativement stables politiquement, avec des taux de croissance économique supérieurs à la moyenne du continent et des politiques d'attraction des investissements étrangers<sup>4</sup>. Toutefois, les relations des Etats-Unis y sont concentrées sur un petit nombre d'Etats et dans un secteur principal, celui des matières premières. Deux pays sont des marchés d'exportation et surtout des fournisseurs significatifs pour les Etats-Unis : le Nigéria (2<sup>e</sup> partenaire africain après l'Afrique du Sud), suivi de l'Angola.

---

<sup>ii</sup> Au sens strict, la région géographique du Golfe de Guinée s'étend de la Côte-d'Ivoire au Gabon, couvrant 9 pays côtiers.

Montants en millions \$	Balance commerciale <sup>5</sup> 2018	Rang	Investissements directs <sup>6</sup> 2017
Angola	-2.173	38 <sup>e</sup>	780
Bénin	235	176 <sup>e</sup>	2
Cameroun	-26,4	83 <sup>e</sup>	9
Cap Vert	5	118 <sup>e</sup>	-
Congo	-332,3	59 <sup>e</sup>	230
Côte d'Ivoire	-937,3	45 <sup>e</sup>	-
Gabon	-175,5	69 <sup>e</sup>	-
Gambie	40,7	144 <sup>e</sup>	-
Ghana	187,3	172 <sup>e</sup>	1,7
Guinée	121	163 <sup>e</sup>	-
Liberia	135	165 <sup>e</sup>	874
Nigéria	- 2.930	34 <sup>e</sup>	5.800
RD Congo	28,3	141 <sup>e</sup>	76
Sénégal	162	168 <sup>e</sup>	25
Sierra Leone	14,9	131 <sup>e</sup>	13
Togo	629,3	199 <sup>e</sup>	-

La majorité des investissements américains en Afrique sub-saharienne concerne le secteur des matières premières (60,4% en 2016) et les trois principaux bénéficiaires sont dans la zone : le Nigeria, l'Angola et la Guinée Equatoriale<sup>7</sup>. Les financements vont essentiellement à l'industrie pétrolière (à plus de 50% dans le cas du Nigéria) accompagnant les activités des entreprises américaines sur place. ExxonMobil est ainsi présente dans les forages *offshores* en Angola (de même que Chevron) ; dans la production pétrolière et gazière au Nigéria (au travers de deux filiales) ; et en Guinée équatoriale, où sa filiale Mobil Equatorial Guinea Inc. (MEGI), est le premier producteur du pays. Les compagnies américaines investissent également au Ghana, où la production pétrolière a débuté lentement en 2007 mais devrait atteindre des volumes conséquents en 2020 (voir tableau ci-dessous).

Au milieu de la décennie 2000, alors que la sécurité des approvisionnements énergétiques était un problème majeur pour Washington, le Golfe de Guinée est effectivement apparu comme une zone d'intérêt notable. Plusieurs pays pouvaient prétendre à devenir des fournisseurs de pétrole importants dans le cadre d'une politique de diversification des importations. Le pétrole brut était de bonne qualité et la situation géostratégique semblait plus sûre que celle du Moyen-Orient, avec des régimes moins hostiles et des routes maritimes moins dangereuses<sup>8</sup>. Dès lors, les importations américaines ont augmenté de 40% entre 2001 et 2010, en provenance de 6 pays : l'Angola, le Cameroun, le Tchad, le Gabon, le Nigeria et la RD Congo. Dans le même temps, l'ensemble des importations d'hydrocarbures ne progressait que de 16%. En 2007, un cinquième du pétrole consommé aux Etats-Unis venait d'Afrique de l'Ouest.

Mais le développement de la production nationale aux Etats-Unis (avec l'exploitation des hydrocarbures de schiste) a mis fin à cette tendance. Dès 2012, les importations de pétrole africain étaient en recul de 59%, déclinant plus rapidement que les autres régions d'approvisionnement. En 2018, les Etats-Unis n'importent plus que 11% du pétrole consommé

et la part totale de l’Afrique n’est plus que 1,2%<sup>9</sup>. En valeur, cela représente une diminution de 50,4 Mds \$ en 2010 à 7,2 en 2016<sup>10</sup>.

**Importations pétrolières depuis le Golfe de Guinée**  
(en milliers de barils/jour)

Pays fournisseur	2008	2018	Remarques
<b>Angola</b>	513	94	Second producteur régional Réserves de brut prouvées : 8,4 Mds de barils (2018) Membre de l’OPEP depuis 2007
<b>Cameroun</b>	15	5	
<b>Congo</b>	68	16	Réserves de brut prouvées : 1,6 Md de barils (2018) Membre de l’OPEP depuis 2018
<b>Côte d’Ivoire</b>	9	11	
<b>Gabon</b>	59	5	Réserves de brut prouvées : 300 m de barils (2018)
<b>Ghana</b>	2	12	Réserves de brut prouvées : 681 m de barils. Devrait devenir le 4 <sup>e</sup> producteur africain en 2020.
<b>Guinée équatoriale</b>	78	19	Réserves de brut prouvées : 1.1 Md de barils (2017) Membre de l’OPEP depuis 2017
<b>Nigeria</b>	988	189	Premier producteur régional Réserves de brut prouvées : 37,5 Mds de barils Membre de l’OPEP depuis 1971

Source : U. S. Energy Information Administration, *Monthly Energy Review*, September 2019 et “US Imports by country of origin”.

[https://www.eia.gov/dnav/pet/pet\\_move\\_impcus\\_a2\\_nus\\_ep00\\_im0\\_mbb1\\_m.htm](https://www.eia.gov/dnav/pet/pet_move_impcus_a2_nus_ep00_im0_mbb1_m.htm)

Le pétrole de la région est aujourd’hui majoritairement destiné à la Chine et l’Europe. La question de la sécurité des sites de production et des voies de transport reste néanmoins une préoccupation américaine, parce que cela affecte aussi bien les activités d’entreprises nationales, que le développement des pays producteurs et la stabilité du marché mondial.

### **1.2 – Des préoccupations de sécurité régionales dans un cadre de compétition internationale**

La sécurité maritime constitue un enjeu stratégique majeur propre au Golfe de Guinée. La région élargie connaît aussi les problèmes de sécurité qui préoccupent aussi les Etats-Unis ailleurs en Afrique, soit parce qu’il s’agit de freins au développement et à la stabilité (risques sanitaires, conflits internes), soit parce ce qu’ils s’inscrivent dans des menaces mondiales : la propagation de « l’extrémisme violent » et, dans une moindre mesure, la présence croissante

des rivaux chinois et russes sont ainsi des sujets d'inquiétude en Afrique occidentale comme dans d'autres parties du continent.

Sur le plan des **risques sanitaires**, la région a connu la plus importante épidémie d'Ebola, entre décembre 2013 et juin 2016, affectant principalement la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone. Les Etats-Unis se sont alors massivement engagés dans des opérations d'assistance médicale avec d'importants moyens financiers, civils et militaires (*Operation United Assistance*). La résurgence de l'épidémie en RD Congo en 2018 n'a suscité jusqu'à présent qu'une réponse plus limitée, sous forme de déploiement d'une *Disaster Assistance Response Team* de l'USAID.

Les décennies 1990 et 2000 ont été marquées par des **guerres civiles** plus ou moins prolongées et meurtrières, en Guinée-Bissau (1998-1999) ; au Sénégal (le conflit de Casamance date des années 1980 et s'est poursuivi jusqu'en 2004) ; en Sierra Leone (de 1991 à 2002) ; au Libéria (de 1999 à 2003) ; ou en Côte d'Ivoire (de 2002 à 2011). Au Cameroun, la crise sociopolitique née en octobre 2016 dans les régions anglophones du Nord-Ouest et Sud-Ouest s'est muée fin 2017 en conflit armé<sup>11</sup>. Il a tué au moins 1 850 personnes depuis septembre 2017, et affecte désormais les régions francophones de l'Ouest et du Littoral. La gestion du conflit a certes suscité des critiques du Département d'Etat depuis 2016, mais sans susciter d'action diplomatique de haut niveau (voir §2.2.2).

### **1.2.1 La sécurité maritime est l'enjeu prioritaire.**

La sécurité des routes maritimes constitue une préoccupation classique des Etats-Unis, particulièrement importante dans le Golfe de Guinée, où il s'agit même de « *la priorité stratégique* » d'AFRICOM<sup>12</sup>. Les dangers qui pèsent sur la navigation sont surtout perçus comme des facteurs de fragilisation des Etats de la région, puisqu'ils affectent marginalement les navires américains<sup>13</sup>. L'amiral Foggo, Commandant des forces navales en charge de l'Afrique (*US Naval Forces – Europe Africa*), explique que « *la piraterie et les autres activités maritimes illicites menacent les efforts de développement, affaiblissent les Etats* » et « *créent des poches où le terrorisme peut prospérer* »<sup>14</sup>.

Ces préoccupations, déjà prises en compte au milieu des années 2000, ont connu un regain d'intérêt dans la décennie suivante, lorsque les incidents se sont intensifiés. Les Etats-Unis ont alors soutenu les efforts régionaux d'amélioration de la surveillance maritime (Code de conduite de Yaoundé et création du Centre de coordination inter-régional en 2014), ainsi que les programmes internationaux d'assistance, initiés par la France et l'Union Européenne. En dépit des efforts accomplis, les problèmes sont loin d'être réglés. Alors que la lutte contre la piraterie à l'Est du continent (Golfe d'Aden) a porté ses fruits, au moins conjoncturellement, « *le golfe de Guinée constitue une zone où les actes illicites en mer se situent toujours à un niveau élevé [...]. Les causes de cette insécurité en mer sont connues et se combinent entre elles sous la forme d'une hybridation des menaces associant pêche illicite (400 millions de tonnes représentant 1,5 Mds de dollars par an), trafics d'armes, de drogue, d'êtres humains et activités terroristes* »<sup>15</sup>.

Les attaques contre des navires ont augmenté en 2018, faisant de la zone l'une des plus dangereuses de la planète. L'*Office of Naval Intelligence* (ONI) de la marine américaine a recensé 146 actes de piraterie et de vol, en progression de 24% par rapport à 2017<sup>16</sup>. De son côté, le Bureau Maritime International estime que 40% des incidents maritimes violents répertoriés dans le monde ont eu lieu dans le Golfe de Guinée. Alors que l'année 2019 n'est pas terminée, on estime déjà que la région a été le théâtre de 86% des prises d'otage en mer et près de 82% des enlèvements de marins. Les incidents se produisent principalement au large

du Nigeria, de la Guinée, du Togo, du Bénin et du Cameroun. Les attaques touchent aussi les infrastructures portuaires, principalement dans le delta du Niger. Le port de Lagos a connu à lui seul 11 incidents en 2019, plus que n'importe quel autre<sup>17</sup>. Ces dangers continuent de justifier des programmes d'assistance américains aux pays de la région, dans une approche globale de renforcement de la sécurité maritime internationale.

### **1.2.2 La lutte contre l'extrémisme violent s'impose aussi dans la région**

La lutte contre l'islamisme radical est également un intérêt majeur de la politique de sécurité en Afrique, qui a longtemps concerné le Golfe de Guinée de manière marginale. Elle se focalise dans l'Ouest du continent sur :

- ➔ La zone du Sahel, où les Etats-Unis appuient les opérations de la France et de la Force conjointe du G5-Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) contre Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), puis l'Etat Islamique dans le Grand Sahara (EIGS)<sup>18</sup> ;
- ➔ Le Nigéria et la région du lac Tchad, où ils soutiennent depuis le milieu de la décennie les efforts régionaux (Force Mixte Multinationale) contre Boko Haram et ses groupes dérivés.

La menace, née en 2009 au Nigéria, a effectivement pris une ampleur régionale à mesure que les opérations du gouvernement nigérian ont favorisé le déplacement de certains de ses militants et activités vers les pays voisins, dont le nord du Cameroun.

Longtemps considéré par les Etats-Unis comme une menace terroriste majeure en Afrique, Boko Haram paraît désormais en déclin, repoussé par les forces armées nigérianes aux confins nord du pays. Le président Buhari déclarait même, lors de la campagne pour sa réélection en 2019, que le groupe était « *techniquement vaincu* ». Toutefois, les militants de Boko Haram et de sa faction dissidente (Etat islamique en Afrique de l'Ouest) restent très actifs dans l'Etat de Borno, où les forces gouvernementales en sont réduites à protéger la population dans des « super camps » retranchés<sup>19</sup>. Les violences continuent en outre de toucher régulièrement les régions nord du Cameroun.

Alors que les autres Etats du littoral du Golfe de Guinée ont été relativement épargnés par l'extension de l'extrémisme violent, ils voient aujourd'hui s'installer aussi des groupes djihadistes sahéliens, franchissant les frontières sous la pression des campagnes menées au Mali et au Burkina Faso. L'EIGS a ainsi étendu ses activités vers le nord du Bénin, au Togo et au Ghana, touchant des partenaires importants des Etats-Unis dans la région. Ces évolutions justifient la poursuite de la politique de coopération antiterroriste amorcée dans les années 2000.

### **1.2.3 Un théâtre de la lutte d'influence avec les « rivaux stratégiques »**

La progression de l'influence de la Chine et de la Russie, qui préoccupe les Etats-Unis sur l'ensemble du continent (voir annexe 1), concerne aussi la région du Golfe de Guinée. Elle prend des formes différentes, la Chine utilisant essentiellement des moyens économiques pour s'implanter<sup>20</sup>, tandis que la Russie s'efforce plutôt de restaurer des relations de coopération sécuritaire, perdues après la Guerre froide.

La *National Security Strategy* de 2017 dénonce l'utilisation par la Chine de ses capacités d'investissement pour « *corrompre les élites, prendre le contrôle des industries minières et enfermer les pays* » dans des systèmes de dettes « *opaques et insupportables* ». Cela s'applique notamment en Afrique, comme le soulignait John Bolton lors de la présentation de la stratégie régionale<sup>21</sup>. Ces pratiques constituent « *une menace significative pour les intérêts de sécurité* » des Etats-Unis, en les privant d'opportunités économiques et en « *interférant avec les opérations militaires* » américaines<sup>22</sup>.

Les financements chinois sont surtout préoccupants lorsqu'ils concernent des infrastructures jugées stratégiques, comme l'extraction pétrolière ou les ports. Une étude récente du CSIS souligne que les investissements chinois dans ce secteur constituent aussi bien une menace « *pour l'influence des Etats-Unis* » que pour « *la souveraineté* » des Etats africains<sup>23</sup>. Cela concerne plusieurs ports dans le Golfe de Guinée, pour lesquels la Chine peut être investisseur, constructeur ou opérateur des installations (voir carte en annexe 2). Outre l'intérêt commercial qu'il représente, le contrôle de ces infrastructures pourrait offrir dans l'avenir des points d'appui à la marine militaire chinoise.

Dans la lutte d'influence en Afrique, la Chine n'est plus le seul problème de Washington. La Russie « *pose un défi croissant* » selon le général Waldhauser, tandis que le Secrétaire d'Etat adjoint expliquait en mars, lors d'une visite en Angola, que Moscou cherche à influencer la sécurité et les relations commerciales des pays africains, par « *la coercition, la corruption et des actions clandestines* »<sup>24</sup>. Jusqu'à présent, les initiatives russes se situent surtout dans le secteur de la sécurité, avec la fourniture d'équipement militaire et d'assistance technique. Plusieurs pays du Golfe de Guinée ont signé des accords de coopération de ce type avec Moscou :

- ➔ Le Cameroun en avril 2015;
- ➔ Le Ghana en juin 2016, mais l'accord n'est pas entré en vigueur ;
- ➔ La Gambie en septembre 2016 ;
- ➔ La Guinée en avril 2018, concernant les opérations de paix, de contre-terrorisme et le sauvetage en mer. L'accord n'est pas entré en vigueur ;
- ➔ La Sierra Leone en aout 2018 ;
- ➔ La RD Congo en mai 2019, où des « spécialistes » doivent être envoyés pour la maintenance des matériels militaires russes.

Ces coopérations sont de portée limitée et n'empêchent pas la plupart des pays de conserver leurs relations de sécurité avec les Etats-Unis. Elles s'inscrivent cependant dans une dynamique de réaffirmation des intérêts russes sur le continent, dont témoigne aussi la réunion d'un premier Sommet Russie-Afrique, en octobre 2019. Moscou entend ainsi marquer symboliquement son retour politique et économique, alors que les Etats-Unis sont plutôt en phase de désengagement.

## 2 Une posture militaire « légère » servant une stratégie de soutien aux partenaires

Sur l'ensemble du continent, la nature des intérêts et des menaces a conduit les Etats-Unis à poursuivre depuis les années 2000 une stratégie indirecte, fondée sur l'aide, destinée à renforcer les instruments de sécurité locaux et la coopération sur le terrain entre les armées américaines et leurs homologues africains. Cette approche explique l'adoption d'une posture militaire « légère » et flexible, qui reflète aussi certaines contraintes :

- ➔ Le théâtre étant périphérique, les ressources qui y sont consacrées ne doivent pas grever les moyens des autres commandements<sup>25</sup> ;
- ➔ Les pays africains sont généralement réticents à accepter une présence militaire américaine trop « visible » ;
- ➔ Et les coûts d'implantation des installations militaires y sont relativement importants<sup>26</sup>.

Avec la réorientation de la stratégie de défense vers la « compétition stratégique », la révision de la posture en Afrique annoncée par le DoD en novembre 2018, implique logiquement une réduction de la présence, d'environ 10% des effectifs (estimés à 7.200 militaires) en plusieurs phases d'ici 2022<sup>27</sup>. Ces décisions concernent particulièrement l'Afrique occidentale, même si la diminution des moyens ne remet pas en cause l'organisation du dispositif, ni les coopérations avec les partenaires régionaux.

### 2.1 – Les points d'appui militaires

Le dispositif d'AFRICOM repose essentiellement sur l'utilisation plus ou moins régulière de sites et infrastructures des pays partenaires, sous forme de *Cooperative Security Locations* (CSL)<sup>iii</sup> ou de *Contingency Locations* (CL)<sup>iv</sup>. Dans la région du Golfe de Guinée, AFRICOM dispose de 3 CSL, sur les 11 officiellement reconnues<sup>28</sup>.

- ➔ Au **Sénégal**, elle est située sur la base aérienne de Dakar-Ouakam. Capable de recevoir 200 **Marines**, elle dispose de l'équipement nécessaire au soutien d'une opération de la *Special-Purpose Marine Air-Ground Task Force Crisis Response-Africa* (SPMAGTF-CR-AF)<sup>29</sup>. Elle a accueilli des forces américaines lors de différentes missions humanitaires, notamment lors de l'épidémie d'Ebola.
- ➔ Au **Ghana**, elle se situe sur l'aéroport international de Kotoka près d'Accra. Suite à un accord signé en mai 2018, AFRICOM a pu transformer le site en nœud logistique, pour réceptionner et distribuer les matériels et personnels vers les autres CSL. Ce *West African Logistics Network* est opérationnel depuis le 1er décembre 2018<sup>30</sup>, géré par des membres de la *405th Army Field Support Brigade* et des civils de la

<sup>iii</sup> Installations mises à disposition de façon prolongée (*enduring*) par le pays hôte, pour entreposer des équipements et soutenir temporairement (30 jours, sur court préavis) des forces américaines (environ 300 personnels) dans le cadre d'activités de coopération ou d'interventions. JP 4-04, *Contingency Basing*, January 2019, p. I-2.

<sup>iv</sup> Installations de nature similaire à une CSL, mais mises à disposition des forces américaines pour une durée limitée (moins de 5 ans), afin de permettre la réalisation d'une mission particulière.

société Fluor, opérant dans le cadre de contrats *Logistics Civil Augmentation Program* (LOGCAP)<sup>31</sup>.

- ➔ Au **Gabon**, AFRICOM peut utiliser près de Libreville une base de stockage de matériel et de carburant, pour soutenir environ 300 soldats, durant 30 jours.

La seule *Contingency Location* identifiée dans la région est implantée depuis octobre 2015 au **Cameroun**. Située sur la Base aérienne 301 à Garoua, à l'extrême nord du pays, près de la frontière avec le Nigéria, elle sert à l'appui des forces camerounaises dans la lutte contre Boko Haram (la BA 301 abrite le seul escadron de chasseurs camerounais ainsi qu'une unité de reconnaissance aérienne<sup>32</sup>).

- ➔ Depuis octobre 2015, un drone *MQ-1C Gray Eagle* y est déployé pour effectuer des missions de renseignement au profit de la Force multinationale mixte.
- ➔ 300 militaires de l'Army et l'USAF y ont été présents jusqu'en mars 2019. A cette date, une centaine de personnels de la *101st Airborne Division (Task Force Talon)* a regagné les Etats-Unis, après la fin des travaux d'agrandissement de la base.

### **CL de Garoua, Cameroun**



La réduction des effectifs à Garoua fait partie du plan de révision de la posture, qui devait commencer en Afrique de l'Ouest, pour deux raisons :

- ➔ D'une part, la mission d'entraînement des forces locales aurait été accomplie avec succès et elles n'ont plus besoin du même niveau de soutien américain pour mener leurs opérations. Le Cameroun devait être, selon le général Waldhauser en 2018, « l'exemple d'un pays où [AFRICOM a] fait le travail pour pouvoir se désengager » (« *we have worked ourselves out of a job* »)<sup>33</sup> (voir infra) ;
- ➔ D'autre part, la présence des forces françaises dans la région limite les risques associés au désengagement américain, en assurant la préservation des intérêts communs<sup>34</sup>.

AFRICOM entend toutefois maintenir sur place des capacités ISR et MEDEVAC et conserver les accès existants, voire les renforcer dans le contexte de la compétition stratégique. L'ouverture du *hub* au Ghana accroît ainsi l'importance du site, qui devient la porte d'entrée logistique du continent, à la place de la base de Ramstein. Cela ne va pas sans soulever des questions politiques. Alors que le Ghana est le partenaire privilégié des Etats-Unis dans la région, le renouvellement en mars 2018 de l'accord antérieur (1998) sur le stationnement des forces américaines (SOFA) a suscité une vive contestation politique et sociale, obligeant le gouvernement et les Etats-Unis à réaffirmer qu'il ne s'agissait pas d'autoriser l'implantation de bases américaines dans le pays<sup>35</sup>.

Si la présence de forces reste un sujet particulièrement sensible pour les populations, les gouvernements de la région entretiennent tous des relations de sécurité avec Washington, mais à des degrés divers (voir carte en annexe 3).

## 2.2 – Une coopération de sécurité ciblée sur quelques pays et enjeux

Tous les pays du Golfe de Guinée bénéficient de l'aide de sécurité américaine (qui est globalement en baisse depuis deux ans), à des niveaux très variables, en fonction des besoins de sécurité et/ou de leur contribution à la sécurité régionale.

En milliers \$	Aide de sécurité Montant FY18 <sup>36</sup>	Programmes d'aide <sup>v</sup>	Autres formes de coopération
<b>Angola</b>	493,69	IMET	
<b>Bénin</b>	512	IMET	
<b>Cameroun</b>	1.722,4	IMET ; PKO ; CTFP ; CTPF ; Section 333	Membre TSCTP
<b>Cap Vert</b>	244,8		
<b>Congo</b>	260	IMET	
<b>Côte d'Ivoire</b>	650,1	IMET ; CTFP	
<b>Gabon</b>	1.496,9	IMET ; FMF ; FMS	
<b>Gambie</b>	93,5	IMET	
<b>Ghana</b>	542,4	IMET ; CTFP	SOFA de 1998, modifié en 2018. <i>Security Governance Initiative State Partnership Program</i>
<b>Guinée</b>	678,5	IMET ; PKO	
<b>Liberia</b>	1.152	FMF ; CTFP	
<b>Nigéria</b>	2.499,9	IMET ; CTFP ; FMF ; FMS	Membre du TSCTP <i>Security Governance Initiative State Partnership Program</i>
<b>RD Congo</b>	73,7	PKO ; CTFP	
<b>Sénégal</b>	1.243,5	IMET ; PKO ; CTFP	Membre du TSCTP <i>State Partnership Program</i>
<b>Sierra Leone</b>	602,8	IMET ; CTFP	<i>State Partnership Program</i>
<b>Togo</b>	603	IMET ; PKO ; CTFP	<i>State Partnership Program</i>

<sup>v</sup> CTFP : *Combating Terrorism Fellowship Program* ; CTPF : *Counterterrorism Partnership Fund* ; FMF : *Foreign Military Financing* ; IMET : *International Military Training* ; PKO : *Peacekeeping Operations* ; TSCTP : *Trans-Sahara Counterterrorism Partnership*.

Il s'agit dans la plupart des cas d'assistance classique (entraînement : IMET), à laquelle s'ajoutent des programmes focalisés sur trois enjeux particuliers : le renforcement des capacités à mener des opérations de paix (PKO) ; la sécurité maritime et la lutte contre le terrorisme (CTFP et CTFP, TSCTP). Seuls deux pays de la région bénéficient d'aide à l'acquisition de matériels de défense (FMF et FMS) : le Gabon et le Nigéria.

Le Nigéria est en outre signataire de la *Security Governance Initiative*, lancée en août 2014 par l'Administration Obama pour consolider les institutions de sécurité des pays africains importants. L'accord date de janvier 2015, mais le plan d'action commun (*Joint Country Action Plan, JCAP*), définissant les domaines d'assistance privilégiés, n'a été adopté qu'en mai 2017. Le Ghana participe également à cette initiative depuis 2015, avec un plan d'action lancé en 2016 concernant trois domaines : la sécurité maritime, le contrôle des frontières et la cybersécurité. Le pays est par ailleurs considéré comme un partenaire majeur dans le maintien de la paix, puisqu'il est le principal contributeur régional en personnels (plus de 2.700) et accueille le *Kofi Annan International Peacekeeping Training Center*.

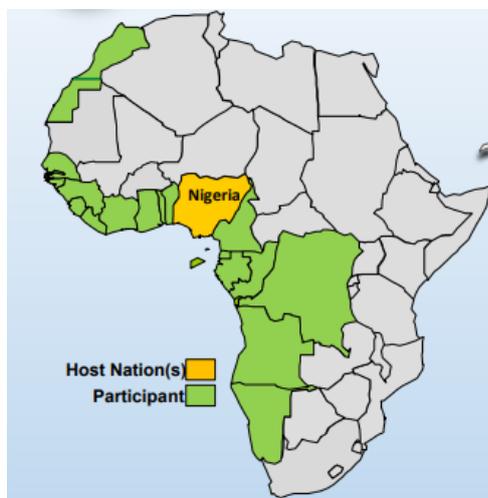
Plusieurs autres pays de la région sont des contributeurs importants aux opérations de paix de l'ONU et de l'Union Africaine. Ils bénéficiaient à ce titre d'assistance financière et de formation de la part des Etats-Unis (Sénégal, Togo, Guinée). Le budget PKO est toutefois en diminution et aucun pays du Golfe de Guinée ne devrait recevoir ces financements en 2020.

### 2.2.1 Le renforcement de la sécurité maritime

La lutte contre la piraterie dans le Golfe passe à la fois par le renforcement des capacités des partenaires et par l'encouragement de la coopération entre les Etats du littoral, puisque les agissements criminels se produisent le plus souvent dans les eaux territoriales. La contribution des Etats-Unis est organisée autour de plusieurs programmes.

- ➔ **L'Africa Partnership Station (APS)** est le principal programme de la Navy et des Coast Guard sur le théâtre, dont l'objectif est de renforcer l'aptitude des partenaires à contrôler leur domaine maritime, de leurs eaux intérieures (Delta du Niger) jusqu'à leur Zone économique exclusive. Ces activités, financées à hauteur de 4,3 m \$ en 2019, impliquent le déploiement de navires, par rotation, pour des missions de coopération :
  - ⇒ Un bâtiment des *Coast Guard*, le *Thetis* (WMEC 910), a assuré la présence dans le Golfe de Guinée pendant trois mois au début de l'année<sup>37</sup> ;
  - ⇒ Depuis juillet, c'est le navire de transport USNS *Carson City* qui assure les missions d'APS, en répondant aux demandes de coopération des marines du Cap Vert, de Côte d'Ivoire, du Ghana, du Nigeria et du Sénégal.
- ➔ **L'African Maritime Law Enforcement Partnership (AMLEP)**, recouvre des activités de formation et des opérations bilatérales de police des mers (*Junction Rain*). Des détachements de *Coast Guard* (*Tactical Law Enforcement Team, TACLET*) sont embarqués sur des navires de pays de la région, dans un rôle de conseil et d'assistance. En 2018, des opérations ont été menées avec le Sénégal et le Cap Vert ; en 2019, elles ont concerné le Nigéria, le Togo et le Ghana et engagé un P-8A *Poseidon* de la Navy en appui.

L'amélioration de la coopération multinationale, dans les domaines de la surveillance maritime et de l'interdiction des activités illicites, s'effectue principalement au travers des exercices **Obangame Express**, organisés chaque année depuis 2010 avec les pays signataires du Code de conduite de Yaoundé (voir carte ci-dessous, *Obangame Express 2019*). La France et le Canada y participent également régulièrement.



Les Etats-Unis reconnaissent d'ailleurs l'importance des programmes menés dans la région par leurs alliés, et surtout par la France, qui « a joué un rôle majeur dans les efforts internationaux d'amélioration de la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée »<sup>38</sup>. En novembre 2018, la Navy a participé au premier exercice *Grand African NEMO* de la marine française, en déployant pour la première fois dans la zone un P-8A. Elle s'est également associée à la seconde session en 2019.

Au niveau régional, le Ghana est considéré comme « un partenaire crucial » pour la sécurité maritime<sup>39</sup>, en raison du développement de ses capacités nationales mais aussi de l'interopérabilité avec ses voisins. Le Nigéria s'affirme également comme un acteur de la coopération régionale, avec l'inauguration début 2019 d'un *Maritime Domain Awareness Training Center*, établi avec l'aide de la Navy. Il doit permettre aux organismes impliqués dans la sécurité maritime de se former dans la région et de renforcer leurs échanges.

### 2.2.2 La lutte contre les organisations extrémistes violentes

L'assistance à la lutte contre le terrorisme concerne quelques pays de la région, à commencer par le Cameroun et le Nigéria, ainsi que le Sénégal. Les trois pays participent au *Trans-Sahara Counterterrorism Partnership* (TSCTP) lancé en 2005 par le Département d'Etat pour financer la formation et l'entraînement des forces de sécurité (au Sahel puis en Afrique occidentale), ainsi que des initiatives visant à traiter les causes de radicalisation. Les activités d'AFRICOM dans ce cadre sont :

- ➔ L'organisation annuelle de l'exercice **Flintlock**, conduit par les Forces spéciales (SOCFWD–West Africa) ;
- ➔ Les missions **Juniper Shield**, d'entraînement, conseil et soutien aux forces des pays membres dans leurs opérations de contre-terrorisme.

Durant la décennie 2010, la montée de la **menace de Boko Haram** a justifié un effort particulier. Dans un cadre multilatéral, il s'agit de soutenir la Force Multinationale Mixte, créée en 2014 par les pays membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad<sup>vi</sup> et le Bénin. L'entraînement passe notamment par l'exercice annuel **Unified Focus**, organisé depuis 2017.

Les deux premiers ont eu lieu au **Cameroun**. Ce pays a fait l'objet d'une attention particulière des Etats-Unis dès le début de la décennie. En 2014, il a bénéficié de crédits de coopération de

<sup>vi</sup> Niger, Nigéria, Tchad et Cameroun.

sécurité (*Global Security Contingency Fund* et au titre de la « Section 333 »), pour renforcer la préparation des forces armées. L'effort a surtout porté sur l'entraînement d'une unité d'élite, le Bataillon d'intervention rapide (BIR), qui a notamment participé à partir de 2013 aux exercices annuels de guerre urbaine, *Silent Warrior*<sup>40</sup>. Cette coopération a toutefois soulevé des débats puisque le Département d'Etat relevait des exactions commises par le BIR dans chacun de ses rapports annuels sur le respect des Droits humains<sup>41</sup>. Depuis 2016, c'est la répression de la rébellion dans les régions anglophones, qui a suscité des critiques officielles, Washington appelant le gouvernement à mieux considérer les demandes d'autonomie des populations<sup>42</sup>.

La mise en cause du BIR conduit le général Waldhauser à admettre en février 2019 que, si le Cameroun est « *un bon partenaire en matière de contre-terrorisme, on ne peut pas négliger le fait [...] qu'il y a des allégations d'atrocités* » (« *you can't neglect the fact that they have — there are alleged atrocities* »)<sup>43</sup>. L'aide de sécurité est donc finalement revue en 2019 : le DoS a bloqué 17 millions de crédits<sup>44</sup> et le DoD a stoppé un projet de partenariat dans le cadre du *State Partnership Program*<sup>45</sup>. Ces mesures sont temporaires, mais certains parlementaires démocrates souhaitent accroître la pression sur le gouvernement camerounais<sup>46</sup> et ont envisagé de limiter plus strictement l'aide américaine aux seules activités de lutte contre Boko Haram.

La conduite de cette lutte a initialement fait l'objet de divergences entre les Etats-Unis et le **Nigéria**, si bien que la coopération militaire s'est surtout développée à la suite de l'élection du président Buhari en 2015. Elle s'est traduite par la fourniture de capacités anti-IED ; le déploiement d'équipes d'évaluation du renseignement et de conseillers opérant au niveau tactique et opératif auprès des armées nigérianes. Des accords de partage de renseignement ont en outre été signés et des équipements livrés aux forces aériennes.

Bien que la menace de Boko Haram devienne moins sérieuse du point de vue américain<sup>47</sup>, le terrorisme reste une préoccupation majeure amenant d'autres pays de la zone à chercher l'aide des Etats-Unis. En avril 2019, le Président Tchisekedi a ainsi déclaré lors d'une visite à Washington qu'il souhaite engager résolument **la RD Congo** dans la lutte contre le terrorisme et qu'il espère pour cela une aide, destinée à équiper les armées congolaises et améliorer leurs capacités de renseignement<sup>48</sup>.

Il n'est pas certain que ces attentes soient suivies d'effet, dans le contexte de réduction globale de l'assistance de sécurité. AFRICOM entend pourtant poursuivre l'approche « *by, with and through* »<sup>49</sup>, mettant l'accent sur le développement de l'autonomie des pays partenaires. Bien que « l'exemple » du Cameroun montre les limites de cette stratégie indirecte, l'option alternative d'une implication accrue des forces américaines n'est pas envisagée. Parallèlement à la diminution de la présence, la rationalisation de la posture se traduit par un désengagement des conseillers militaires américains sur le terrain. En principe, les forces américaines en Afrique de l'Ouest n'avaient pas l'autorisation d'opérer aux côtés des unités qu'elles forment<sup>50</sup>; mais leur rôle doit désormais se concentrer sur le travail d'état-major. Le dernier exercice *Flintlock*, organisé au printemps 2019, témoigne de ce changement : il s'agit moins d'accompagner les forces locales dans des opérations tactiques que de leur apporter un soutien dans la planification et dans l'exploitation du renseignement<sup>51</sup>. Les pertes enregistrées au Niger fin 2018 expliquent en partie cette évolution, qui tient aussi à la nature limitée des enjeux. Sur ce point, la situation en Afrique occidentale (et plus spécialement dans le Golfe de

Guinée) se distingue clairement de celle de la zone orientale où l'engagement américain s'est plutôt intensifié.

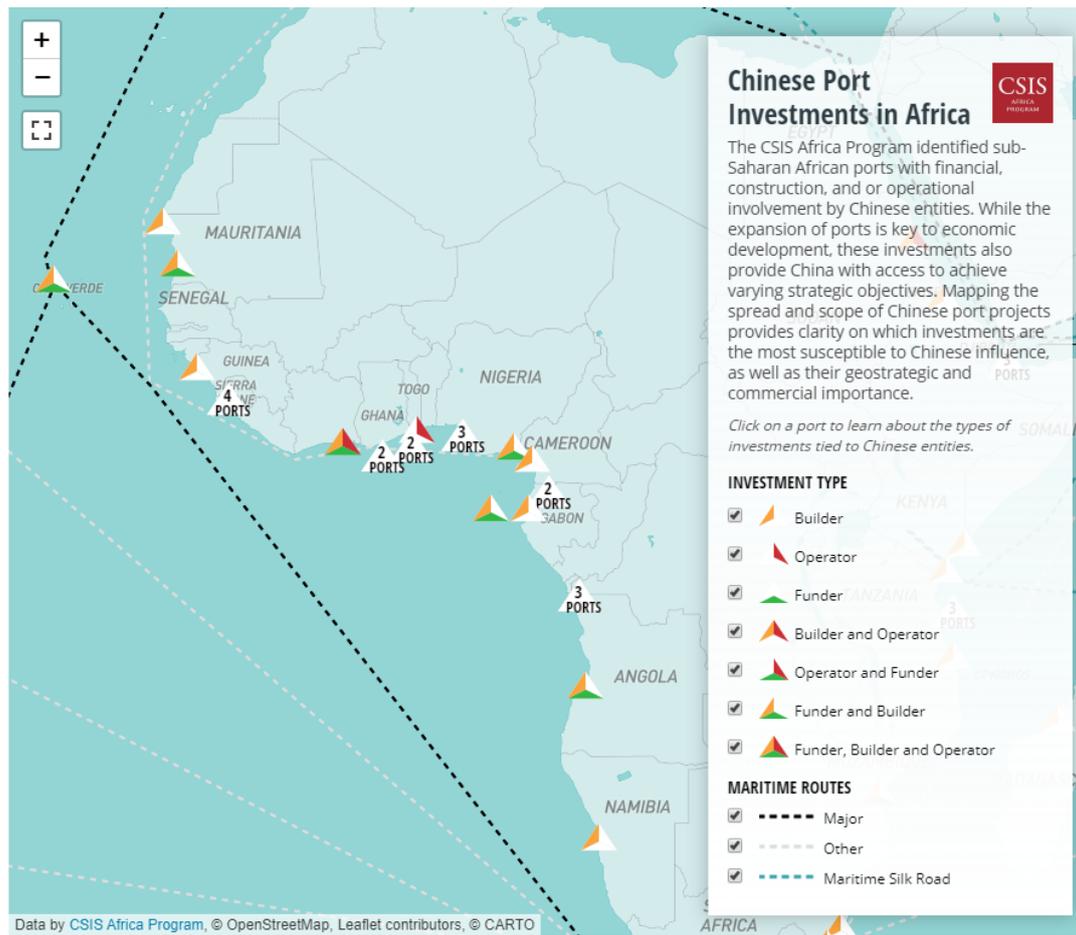
\*

## ANNEXE 1 – PERCEPTION DE LA « COMPETITION STRATEGIQUE » EN AFRIQUE



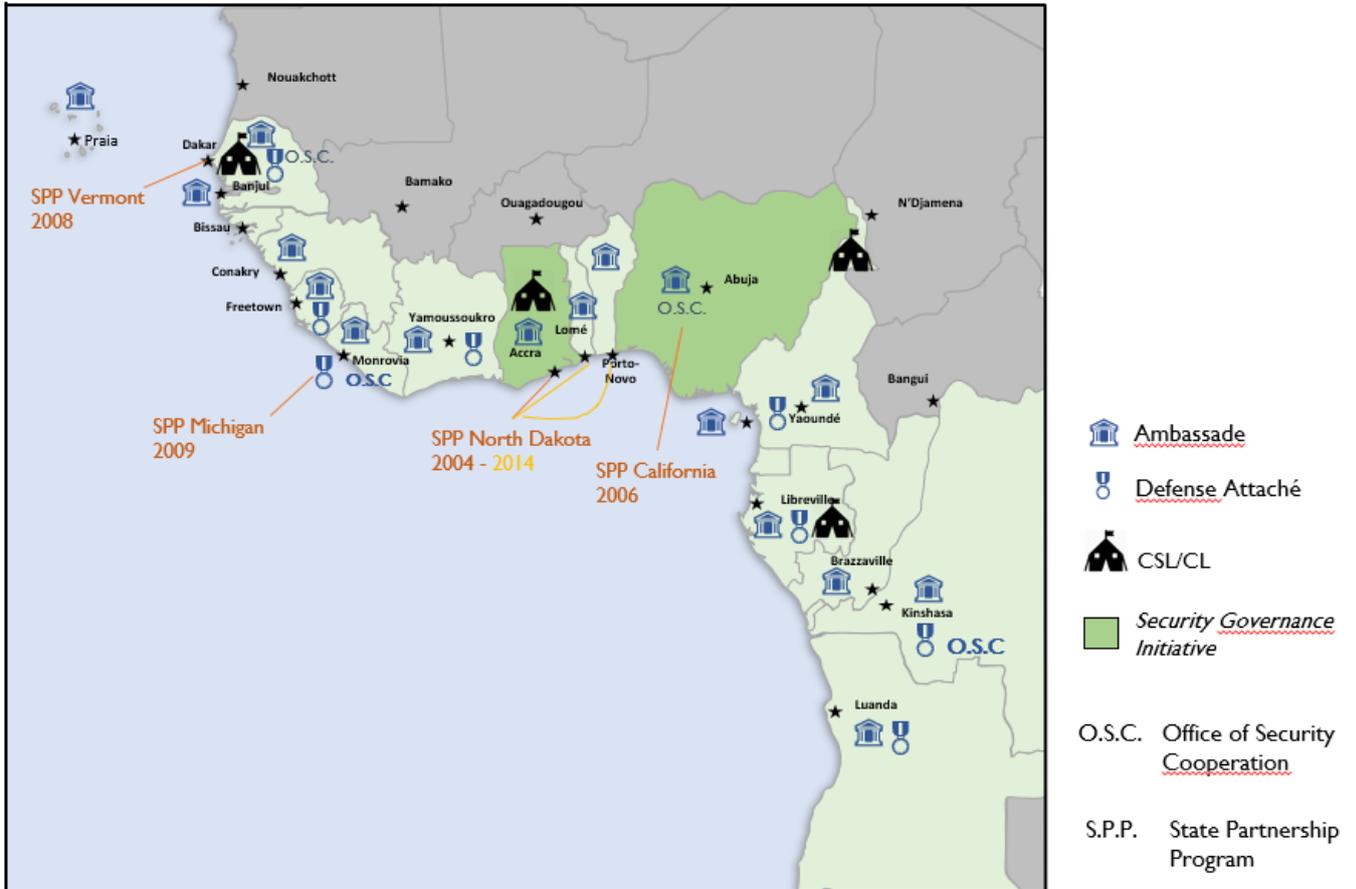
Source : Lt-Gen. Jim Vechery, Deputy to the Commander for Military Operations, "USAFRICOM ... 10+ Years of Working with Partners in Africa", May 13, 2019.

## ANNEXE 2 - PRESENCE DES OPERATEURS MARITIMES CHINOIS



Source : Judd Devermont, Amelia Cheatham, Catherine Chiang, *Assessing the Risks of Chinese Investments in Sub-Saharan African Ports*, CSIS, June 2019.

## ANNEXE 3 – RELATIONS DIPLOMATIQUES ET COOPERATION DE SECURITE



## NOTES

<sup>1</sup> Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton on the Trump Administration's New Africa Strategy, Washington (D.C.), Heritage Foundation, December 13, 2018. <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-national-security-advisor-ambassador-john-r-bolton-trump-administrations-new-africa-strategy/>

<sup>2</sup> En 2005, une étude du CSIS exposait l'importance de la région du Golfe pour les objectifs américains en Afrique et préconisait un effort « plus cohérent » et soutenu en faveur de l'amélioration de « la gouvernance » des enjeux régionaux. David L. Goldwyn J. Stephen Morrison, *A Strategic U.S. Approach to Governance and Security in the Gulf of Guinea*, Washington (D.C.), CSIS, July 2005.

<sup>3</sup> Statement of General Thomas D. Waldhauser, Commander United States Africa Command Before the Senate Committee on Armed Services, 7 February 2019, p. 32.

<sup>4</sup> Ainsi, en aout 2019, lors d'une visite à Washington, le Ministre des affaires étrangères angolais a expliqué que l'une des priorités du Plan de développement national (2018-2022) de son pays sera de favoriser l'augmentation des investissements américains.

<sup>5</sup> Chiffres US Census : "U.S. Trade in Goods by Country". <https://www.census.gov/foreign-trade/balance/index.html>

<sup>6</sup> *Foreign direct investment*. Office of the US Trade Representative. <https://ustr.gov/countries-regions/africa>

<sup>7</sup> U.S. International Trade Commission, *U.S. Trade and Investment with Sub-Saharan Africa: Recent Developments*, p. 186.

<sup>8</sup> Stefan Andreasson, "US fracking boom puts West African oil economies at risk", *The Conversation*, 6 aout 2014. <https://theconversation.com/us-fracking-boom-puts-west-african-oil-economies-at-risk-29289>

<sup>9</sup> Daniel Workman, "Crude Oil Imports by Country", *World's Top Exports*, September 16, 2019. <http://www.worldstopexports.com/crude-oil-imports-by-country/>

<sup>10</sup> U.S. International Trade Commission, *U.S. Trade and Investment with Sub-Saharan Africa: Recent Developments*, April 2018, p. 130.

<sup>11</sup> *Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers*, Report n°272, International Crisis Group, 2 May 2019. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/272-crise-anglophone-au-cameroun-comment-arriver-aux-pourparlers>

<sup>12</sup> Statement of General Thomas D. Waldhauser, op. cit., p. 32.

<sup>13</sup> L'Administration maritime américaine mentionne une seule attaque contre un bâtiment battant pavillon américain, en février 2018. <https://www.maritime.dot.gov/msci-alerts>

<sup>14</sup> Admiral James G. Foggo, "Maritime Security and Stability in Africa", *European Security & Defence*, June 19, 2019. <https://euro-sd.com/2019/06/news/13729/maritime-security-and-stability-in-africa/>

<sup>15</sup> « La sécurité des espaces maritimes dans le Golfe de Guinée ». DGRIS, 15 février 2019. <https://www.defense.gouv.fr/dgris/enjeux-transverses/la-securite-des-espaces-maritimes-dans-le-golfe-de-guinee/la-securite-des-espaces-maritimes-dans-le-golfe-de-guinee>

<sup>16</sup> Tomas F. Husted, *Gulf of Guinea: Recent Trends in Piracy and Armed Robbery*, InFocus, CRS, February 2019, p. 1.

<sup>17</sup> "Maritime piracy incidents down in Q3, yet Gulf of Guinea remains a hot spot", International Chamber of Commerce, 14 November 2019. <https://www.icc-ccs.org/index.php/1282-maritime-piracy-incidents-down-in-q3-yet-gulf-of-guinea-remains-a-hot-spot>

<sup>18</sup> L'EIGS a été officiellement désignée comme organisation terroriste internationale par le Département d'Etat en mai 2018.

<sup>19</sup> Dionne Searcey, "Boko Haram Is Back. With Better Drones", *The New York Times*, September 13, 2019. <https://www.nytimes.com/2019/09/13/world/africa/nigeria-boko-haram.html>

<sup>20</sup> Depuis 2009, la Chine a dépassé les Etats-Unis en termes d'échanges avec l'Afrique ; ils s'élèvent à 137 Mds \$ en 2017, montant 3,5 fois supérieur au commerce entre le continent et les Etats-Unis.

<sup>21</sup> Cité in Krishnadev Calamur, "Africa Is the New Front in the U.S.-China Influence War", *The Atlantic*, December 13, 2018.

<sup>22</sup> Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton on the Trump Administration's New Africa Strategy, op. cit.

<sup>23</sup> Judd Devermont, Amelia Cheatham, Catherine Chiang, *Assessing the Risks of Chinese Investments in Sub-Saharan African Ports*, CSIS, June 2019, p. 1. [https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/190604\\_AfricaPorts.pdf](https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/190604_AfricaPorts.pdf)

<sup>24</sup> Cité in Eric Schmitt, "Russia's Military Mission Creep Advances to a New Front: Africa", *The New York Times*, March 31, 2019. <https://www.nytimes.com/2019/03/31/world/africa/russia-military-africa.html>

<sup>25</sup> Alice Hunt Friend, Jamie D. Wise, "The Evolution of U.S. Defense Posture in North and West Africa", CSIS Briefs, August 2018, p. 1.

<sup>26</sup> Les Etats-Unis ont par exemple dépensé près de 99 millions pour les travaux d'aménagement de la BA 201 au Niger, achevés en 2019. Kyle Rempfer, "Changes are coming for special ops troops deploying to Africa in the aftermath of the deadly Niger ambush", *Military Times*, September 6, 2018. <https://www.militarytimes.com/news/your-air-force/2018/09/06/changes-are-coming-for-special-ops-troops-deploying-to-africa-in-the-aftermath-of-the-after-deadly-niger-ambush/>

<sup>27</sup> Cité in Katie Bo Williams, "From Small Wars to Great Power, Trump's Africa Reset Could Change US Military's Role", *Defense One*, December 12, 2018. <https://www.defenseone.com/politics/2018/12/small-wars-great-power-trumps-africa-reset-could-change-us-militarys-role/153485/> Début 2019, le général Waldhauser précisait que la réduction aurait lieu en deux étapes (juin 2020 puis janvier 2022) et concernerait 600 personnels au total, également répartis entre forces spéciales et conventionnelles. Tara Copp, "Understaffed AFRICOM cutting hundreds more troops", *Military Times*, February 20, 2019. <https://www.militarytimes.com/news/your-military/2019/02/20/understaffed-africom-cutting-hundreds-more-troops/>

<sup>28</sup> En 2019, AFRICOM reconnaît disposer sur le théâtre de 2 *Forward operating sites* ; 11 CSL et 16 CL. <https://capstone.ndu.edu/Portals/83/AFRICOM-DCOM.pdf>

<sup>29</sup> Staff Sgt. Vitaliy RUSAVSKIY, "U.S. Marines Strengthen Partnership In Senegal", *Marines*, 14 October 2015. <https://www.marines.mil/News/News-Display/Article/623029/us-marines-strengthen-partnership-in-senegal>

<sup>30</sup> Philippe Chapleau, « Ghana: Accra accueille, outre une CSL, le nouveau West African Logistics Network », *Lignes de Défense*, 25.02.2019. <http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2019/02/25/ghana-accra-accueille-outre-une-csl-le-nouveau-west-african-20053.html>

<sup>31</sup> La 405<sup>th</sup> brigade, renforcée par les entreprises du LOGCAP, assure le soutien logistique de 4 CSL en Afrique, dont celle du Sénégal, du Gabon et de l'Ouganda. <https://www.your-poc.com/logcap-program-in-africa-reaches-another-new-milestones-in-ghana/>

<sup>32</sup> Les Etats-Unis ont livré en 2018 deux Cessna 208B Grand Caravan EX, configurés pour des missions ISR. Erwan de Cherisey, « Cameroon's eyes in the sky focus on Boko Haram », *African Aerospace Online*, February 4, 2019. <https://www.africanaerospace.aero/cameroon-s-eyes-in-the-sky-focus-on-boko-haram.html>

<sup>33</sup> Cité in Helene Cooper, Eric Schmitt, "U.S. Prepares to Reduce Troops and Shed Missions in Africa", *The New York Times*, August 1, 2018. <https://www.nytimes.com/2018/08/01/world/africa/us-withdraw-troops-africa.html>

<sup>34</sup> Ryan Browne, "US special forces train troops in African nation facing twin terror threat", CNN, March 2, 2019. <https://edition.cnn.com/2019/03/02/politics/us-burkina-faso-troop-training/index.html>.

<sup>35</sup> Le texte assure l'accès à un certain nombre d'installations ghanéennes, sert de base aux activités d'entraînement et permet la conduite d'opérations conjointes face à des menaces régionales. Joe Penney, "The 'Myths and Lies' Behind the U.S. Military's Growing Presence in Africa", *World Politics Review*, June 19, 2018. <https://www.worldpoliticsreview.com/insights/24908/the-myths-and-lies-behind-the-u-s-military-s-growing-presence-in-africa>

<sup>36</sup> Department of Defense, Department of State, *Foreign Military Training Report, Fiscal Years 2017 and 2018, Joint Report to Congress*, Volume I, October 2017.

<sup>37</sup> "US Navy sends 2nd vessel to Gulf of Guinea", *Naval Today.com*, July 4, 2019. <https://navaltoday.com/2019/07/04/us-navy-sends-2nd-vessel-to-gulf-of-guinea/>

- <sup>38</sup> Tomas F. Husted, *Gulf of Guinea: Recent Trends in Piracy and Armed Robbery*, op. cit., p. 2.
- <sup>39</sup> Adm. James G. Foggo, "Strengthening Our Bonds with Ghana, Enhancing Gulf of Guinea Security", July 23 2019. <https://www.c6f.navy.mil/Media/blogs/Article/1912728/strengthening-our-bonds-with-ghana-enhancing-gulf-of-guinea-security/>
- <sup>40</sup> Philip Obaji Jr., "U.S. Spent Millions Training Cameroon Forces to Hunt Boko Haram. They're Hunting Gays Instead", *The Daily Beast*, April 3, 2019. <https://www.thedailybeast.com/us-spent-millions-training-cameroon-forces-to-hunt-boko-haram-theyre-hunting-gays-instead>
- <sup>41</sup> Philip Obaji Jr., "Did Americans Know About Torture at Africa's 'Guantanamo'?", *The Daily Beast*, August 17, 2017. <https://www.thedailybeast.com/did-americans-know-about-torture-at-africas-guantanamo>
- <sup>42</sup> *Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers*, op. cit., p. 20.
- <sup>43</sup> Cité in Dionne Searcey, Eric Schmitt, Thomas Gibbons-Neff, "U.S. Reduces Military Aid to Cameroon Over Human Rights Abuses", *The New York Times*, February 7, 2019. <https://www.nytimes.com/2019/02/07/world/africa/cameroon-military-abuses-united-states-aid.html>
- <sup>44</sup> Cela concerne la livraison d'équipements, dont 4 navires, 9 véhicules blindés, un système radar et un Cessna.
- <sup>45</sup> Tomas F. Husted, Alexis Arieff, *Cameroon*, In Focus, Washington (D.C.), Congressional Research Service, March 2019, p. 2
- <sup>46</sup> Une délégation parlementaire, emmenée par la présidente du Black Caucus de la Chambre, s'est rendue à Yaoundé en juillet 2019 pour évaluer la situation et recommander le dialogue avec les rebelles.
- <sup>47</sup> Boko Haram n'est pas mentionné lors de l'audition du Général Waldhauser à la Chambre en mars 2019, concernant les enjeux de sécurité en Afrique. Gen. Joseph Votel, Gen. Thomas Waldhauser, Acting ASD for International Security Affairs, Kathryn Wheelbarger, HASC Hearing on U.S. Military Activities in Middle East and Africa, Full transcript of Posture Testimony to House Armed Service Committee, March 7, 2019.
- <sup>48</sup> "Congolese president cites threat from ISIS, seeks US help to fight terrorism", *Atlantic Council*, April 4, 2019. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/congolese-president-cites-threat-from-isis-seeks-us-help-to-fight-terrorism/>
- <sup>49</sup> Gen. Joseph Votel, Gen. Thomas Waldhauser, Acting ASD for International Security Affairs, Kathryn Wheelbarger, HASC Hearing on U.S. Military Activities in Middle East and Africa, op. cit.
- <sup>50</sup> Katie Bo Williams, "AFRICOM Adds Logistics Hub in West Africa, Hinting at an Enduring US Presence", *Defense One*, February 20, 2019. <https://www.defenseone.com/politics/2019/02/africom-adds-logistics-hub-west-africa-hinting-enduring-us-presence/155015/>
- <sup>51</sup> Ryan Browne, "US special forces train troops in African nation facing twin terror threat", op. cit.

**WWW.FRSTRATEGIE.ORG**

4 BIS RUE DES PATURES 75016 PARIS TEL : 01 43 13 77 77 FAX 01 43 13 77 78

© FRS—TOUS DROITS RESERVES